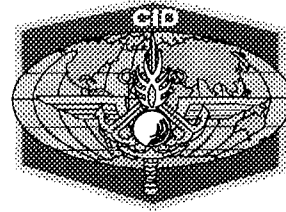
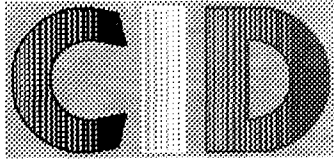


1998-189



1997-1998



UNE EUROPE BALKANISEE ?

1998-189

CEN DARRAS  
CID/B7

## UNE EUROPE BALKANISEE ?

Un vent de séparatisme souffle sur le Vieux Continent.

Qu'il s'exprime de façon plutôt folklorique comme en Savoie, ou beaucoup plus tragiquement comme en ex-Yougoslavie, le renouveau identitaire constitue aujourd'hui une donnée incontournable du jeu géo-politique européen.

La tentation sécessionniste menace ainsi les états-nations au moment-même où leur assise est déjà fragilisée par la grande entreprise communautaire.

L'observateur contemporain peut discerner, dans ce qui peut être apparenté à un vaste processus de balkanisation de l'Europe, la double manifestation d'une part de la force des enracinements historiques, d'autre part des appels d'une nouvelle modernité, comme si, dans un formidable bouillonnement mêlant le passé et l'avenir, il assistait à la difficile gestation d'une nouvelle carte européenne.

Après un indispensable survol historique permettant de mesurer toute la pesanteur du legs de l'Histoire, la présente étude tentera de mettre en exergue, dans la complexité des mutations en cours dans l'Europe moderne, les facteurs susceptibles de favoriser le morcellement des entités territoriales forgées par le temps. Un coup de projecteur sur quelques situations significatives éclairera le lecteur sur l'actualité toute vivace de la question abordée.



## L'EUROPE DES BRASIER MAL ETEINTS

La disparition récente de deux Etats européens, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, remet en pleine lumière la question nationale, réévaluée subitement à la mesure d'une histoire marquée, au 19ème siècle et dans la première moitié du 20ème siècle, par la multiplication des insurrections ( voir la carte en annexe ) et par l'imposition par les puissances victorieuses d'entités juridiques négligeant le plus souvent les nationalismes.

### En Europe occidentale : l'affrontement des conceptions nationalistes

Lors du Congrès de Vienne en 1815, l'Europe est redécoupée selon la volonté des vainqueurs, ce qui entraîne rapidement un large mouvement de contestation contre le système Metternich. Dès 1820, plusieurs pays réclament ainsi l'obtention de constitutions propres ; tel est le cas pour les principautés allemandes, l'Espagne et l'Autriche.

En 1830, l'agitation en France gagne la Belgique. La force du nationalisme belge contribue à l'établissement d'un petit Etat, séparé des Pays-Bas et composé d'une population pratiquant deux langues, le wallon pour les Français et le flamand pour les Néerlandais. La nation belge est donc née de la volonté de vivre ensemble et pas d'une communauté linguistique. Cet événement s'inscrit dans le processus de libération des nations dont l'instigateur le plus acharné est Mazzini, auteur du Manifeste de Jeune Europe en 1834. Il prône la nation comme communauté culturelle et éthique. Ses idées l'emportent sur celles de Metternich, son grand rival. En 1848, la révolution française éradique l'ordre réactionnaire mis en place par ce dernier.

En 1870, l'amputation du territoire français de l'Alsace et de la Lorraine provoque l'affrontement de deux conceptions du nationalisme qui sont encore vivaces en Europe aujourd'hui. A la théorie élective française s'oppose la théorie ethnique allemande, laquelle trouve son expression la plus extrême dans les idées de Fichte (1762-1814) qui prétend que la nation allemande doit jouer un rôle de premier plan pour l'humanité toute entière. En réaction aux prétentions allemandes, Fustel de Coulanges déclare en 1870 : « les convenances géographiques, les intérêts politiques ou commerciaux sont ce qui a groupé les populations et fondé les états. Chaque nation s'est ainsi peu à peu formée, chaque patrie s'est formée sans qu'on se soit préoccupé de ces raisons ethnographiques que vous voudriez mettre à la mode ».

En 1918, les négociateurs divergent en tous points : frontières, garanties diplomatiques et militaires, réparations. Ceci explique le nombre inhabituel de traités alors signés. S. Pierré-Caps a pu ainsi écrire : « Les vainqueurs de 1919 ont redessiné la carte européenne au gré de leurs intérêts politico-stratégiques et remis la protection des minorités nationales aux bons soins d'un droit international balbutiant ».

Le deuxième conflit mondial voit l'expression de conceptions nationalistes qui servent de base à des régimes politiques plus ou moins radicaux. Le salazarisme et le franquisme se révèlent plus anti-communistes que purement nationalistes. Avec Hitler, la légitimité de la violence fondée sur la supériorité de la race doit s'opposer à la violence que secrète le matérialisme de classes. Tenant une place à part, l'idéologie gaulliste, dont l'élément moteur est l'amour de la patrie, se dégage de tout nationalisme extrémiste. Le thème national devient sacré en tant qu'instrument de rassemblement autour du seul intérêt valable, celui de la nation française.

Le retour des nationalismes en Europe s'accroît depuis 1989. La tentative d'homogénéisation du monde européen provoque paradoxalement la recherche éperdue de la différence et de la reconnaissance. Des bastions de revendication identitaire continuent de montrer leur force. Leur source est le plus souvent régionale, à l'intérieur même des Etats-nations. Ces mouvements anciens ont repris vie depuis près d'un siècle que ce soit en Grande-Bretagne, en France, en Italie ou en Belgique. François Thuillat constate ainsi dans son livre intitulé « Les conflits identitaires » que « le retour sur la scène en Europe occidentale des crises identitaires, retour inattendu, montre qu'aucune société [...] n'est à l'abri d'un retour en flamme de l'ethnisme ».

On aurait pu penser que deux siècles de développement économique et d'avancée démocratique auraient évité à l'Europe occidentale les crises identitaires. Il n'en est rien. Dès lors, comment s'étonner des sursauts nationalistes dans une

Europe de l'Est , à la fois si éloignée et si proche d'un certain idéal démocratique commun?

### En Europe centrale et orientale : des empires aux prises avec le mouvement des nationalités

L'histoire comparative des deux Europes est édifiante. Alors qu'à l'Ouest, en Angleterre et en France notamment, le concept d'Etat-nation a été modelé par l'histoire et la géographie, en Europe centrale, un double héritage, celui des empires multi-séculaires ottoman, austro-hongrois, russe et tsariste et celui de la dictature communiste, a empêché la formation d'états-nations homogènes. Le géographe Michel Foucher peut ainsi écrire : « la contradiction géo-politique fondamentale en Europe est de compter plus de nations ou d'entités ethno-linguistiques à vocation nationale - une cinquantaine - que d'Etats-nations - trente-trois. En Yougoslavie, il y avait six ou sept entités pour un seul Etat ».

#### *Un héritage impérial d'une effarante complexité*

La composition et l'évolution des empires d'Autriche et ottoman, véritables mosaïques de nationalités, favorisent la fermentation des nationalismes. L'empire autrichien rassemble des Autrichiens de langue allemande, des Tchèques, des Slovaques, des Polonais, des Slaves du Sud ( Slovènes, Croates et Serbes ), des Hongrois, des Roumains et des Italiens. L'empire ottoman quant à lui est composé de Turcs installés dans les balkans, de Grecs, de Bulgares, de Serbes, d'Albanais et de Roumains. Si ce dernier se désagrège de 1815 à 1913, le premier est dispersé en multiples Etats en 1918.

Le soulèvement de la Grèce contre le joug ottoman en 1821 fut bénéfique aux autres peuples des balkans. La Serbie devient ainsi autonome, amorçant une véritable mutation intellectuelle. De 1828 à 1848, les Roumains entament une formidable résurrection. A leur tour, les Bulgares s'éveillent au sentiment national. La défaite du soulèvement des Polonais en 1830, maté par le tsar Nicolas 1er, renforce le réveil nationaliste qui est également fort à cette époque chez les Tchèques et les Slovaques. Chez les Slaves du Sud, la langue serbo-croate devient langue littéraire.

Partout donc, les gouvernements prennent conscience des mouvements des nationalités. De 1848 à 1914, ceux-ci suscitèrent des guerres par les renversements réguliers des politiques extérieures des grandes puissances. L'évènement le plus important fut le passage de l'empire d'Autriche à l'empire austro-hongrois ( 1850-1918). Même si les peuples le composant vouaient un attachement certain au charisme de l'empereur François-Joseph, on ne peut qu'être saisi par une telle imbrication et mieux comprendre les funestes effets des traités mettant un terme à la première guerre mondiale. Par un enchaînement fatal de circonstances, dû à la volonté de l'Autriche-Hongrie d'anéantir la Serbie, la guerre de 1914 éclata. Elle aboutit en 1918 à la conclusion de nombreux traités, imposés plus que négociés, et au redécoupage de la carte européenne. Celle-ci contient désormais un formidable détonateur, les minorités nationales, dispersées aux quatre coins d'Etats devenus malgré eux multinationaux. Les possessions de l'empire vaincu sont éparpillées entre sept Etats, dont la Yougoslavie créée en 1920 et la Tchécoslovaquie...

## *L'appropriation des nationalismes par l'appareil communiste*

A la suite de querelles de doctrine l'opposant à Lénine et à Trotsky, Staline privilégie une exploitation stratégique des nationalismes. Les pratiques gouvernementales de l'Union Soviétique diffèrent entre les diverses démocraties populaires. L'héritage totalitaire a cependant contribué à distordre le sentiment national en le brimant certes, comme en Tchécoslovaquie, mais aussi en l'entretenant lorsqu'il s'agissait de légitimer le pouvoir en place par une apathie larvée comme en Roumanie.

Réaction aux entraves imposées par le régime déchu, le nationalisme contemporain en Europe de l'Est exprime les frustrations et les aspirations du temps présent : surgir sur la scène européenne en affirmant une identité reconnue par tous les pays.

L'histoire de la construction et de l'évolution des Etats européens est bien dominée par l'idée nationale qui, si elle a été plus âprement malmenée à l'Est qu'à l'Ouest, n'en contient pas moins d'indéniables ferments de déstabilisation.

Ainsi combien compte-t-on aujourd'hui en Europe de foyers couvant sous les braises mal éteintes de l'Histoire? Une énumération n'aurait en elle-même guère de signification. En revanche, il importe de bien discerner les différents facteurs qui, dans une modernité marquée par la dilution des références idéologiques et la perméabilité croissante des Etats, s'avèrent susceptibles de raviver sur le continent la flamme nationaliste.

\*

## **LES APPELS D'UNE NOUVELLE MODERNITE**

Le Vieux Continent est aujourd'hui le théâtre d'un double mouvement paradoxal en cela qu'il se trouve écartelé entre, d'une part le renouveau de la dynamique nationalitaire en réaction aux phénomènes de communautarisation et de perméabilisation des Etats, d'autre part, une large tendance au morcellement identitaire. Une double force, centrifuge pour l'entreprise communautaire, centripète pour le repli associatif infra-national, s'exerce ainsi au détriment du concept d'Etat-nation, jamais autant menacé qu'en cette fin de siècle.

C'est à l'intérieur de ce formidable paradoxe que se dessine la carte géopolitique moderne de l'Europe.

### La recherche de nouvelles références identitaires

Pour l'ensemble des sociétés politiques de la vieille Europe et du monde industrialisé ou semi-industrialisé, le 19ème siècle et une large partie du 20ème siècle avaient été marqués par une éclatante victoire dans l'ordre politique et social

des forces de rassemblement unitaire. Le renforcement de la marge d'autorité et de compétence de l'Etat y avait largement contribué, entraînant du même coup un certain effacement des disparités locales et l'effritement des cultures régionales. L'Europe vit en cette fin de siècle une inversion de tendance favorisée par une double érosion.

### *L'érosion du cadre étatique*

Au processus de concentration progressive est venu se substituer, au coeur de la vie sociale, dans les rapports entre les individus et les groupes sociaux, un phénomène d'érosion dissociative.

La désagrégation ethnique retient prioritairement l'attention. Les éclatements successifs de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie constituent deux cas d'école qui peuvent préfigurer d'autres revendications indépendantistes au coeur de l'Europe, en Irlande du Nord, au pays basque ou en Corse par exemple.

La revendication spécifiquement régionaliste mérite une interprétation plus nuancée. Il s'agit d'une fidélité à l'égard de vieilles allégeances culturelles et de l'expression d'une désaffection vis à vis des formes de l'état-nation. Ce mouvement de repli affectif vise à substituer au compartimentage étatique, trop abstrait car trop juridique, une autre carte politique ressuscitant les vieux «pays». C'est ainsi que s'est trouvée définie l'image d'une Europe des régions, opposée à l'Europe des nations, plus conforme à la modernité des liens de solidarité. Certains auteurs évoquent aujourd'hui l'émergence d'une ethnocratie régionale, dans laquelle ils voient l'avenir harmonieux et paisible du Vieux Continent. Cette perspective peut sembler excessive mais il reste que la revendication régionaliste témoigne d'une perte évidente du pouvoir d'attraction mobilisatrice et intégratrice de l'Etat-nation.

Par ailleurs, le renouveau identitaire des régions peut se trouver conforté par la place qu'occupe de plus en plus la région dans la construction européenne. L'existence d'un comité des régions parmi les structures communautaires atteste de la volonté de ne pas négliger ce nouvel acteur incontournable. Officiellement, l'intérêt des artisans de l'Europe communautaire pour les régions est économique. En réalité, il faut bien observer qu'il s'agit là d'une démarche plus insidieuse visant à contourner les réticences nationales par une forme de séduction des élus locaux. Ce processus contribue également à l'érosion du cadre étatique.

### *L'érosion de l'allégeance civique*

Un large processus de morcellement identitaire, dépassant ou intégrant la logique régionaliste, s'est développé au cours des dernières décennies à l'intérieur de la plupart des vieilles nations européennes. Il ne s'agit plus seulement des anciennes fractures idéologiques mais d'une évidente tendance au relâchement, parfois même d'une radicale remise en cause de l'appartenance collective et de l'allégeance civique, au profit de l'affirmation de plus en plus puissante de la multiplicité des intérêts catégoriels. Le mode de participation au destin de la collectivité nationale se trouve ainsi défini en fonction de particularismes socio-culturels. On assiste à un repli dans le « micro-social » au détriment des grandes institutions, à un morcellement des solidarités et des appartenances, ce qui se traduit par l'effacement progressif, et peut-être irréversible, de toute vision commune

## UNE EUROPE BALKANISEE ?

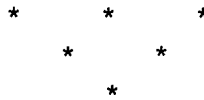
Un vent de séparatisme souffle sur le Vieux Continent.

Qu'il s'exprime de façon plutôt folklorique comme en Savoie, ou beaucoup plus tragiquement comme en ex-Yougoslavie, le renouveau identitaire constitue aujourd'hui une donnée incontournable du jeu géo-politique européen.

La tentation sécessionniste menace ainsi les états-nations au moment-même où leur assise est déjà fragilisée par la grande entreprise communautaire.

L'observateur contemporain peut discerner, dans ce qui peut être apparenté à un vaste processus de balkanisation de l'Europe, la double manifestation d'une part de la force des enracinements historiques, d'autre part des appels d'une nouvelle modernité, comme si, dans un formidable bouillonnement mêlant le passé et l'avenir, il assistait à la difficile gestation d'une nouvelle carte européenne.

Après un indispensable survol historique permettant de mesurer toute la pesanteur du legs de l'Histoire, la présente étude tentera de mettre en exergue, dans la complexité des mutations en cours dans l'Europe moderne, les facteurs susceptibles de favoriser le morcellement des entités territoriales forgées par le temps. Un coup de projecteur sur quelques situations significatives éclairera le lecteur sur l'actualité toute vivace de la question abordée.



## L'EUROPE DES BRASIER MAL ETEINTS

La disparition récente de deux Etats européens, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, remet en pleine lumière la question nationale, réévaluée subitement à la mesure d'une histoire marquée, au 19ème siècle et dans la première moitié du 20ème siècle, par la multiplication des insurrections ( voir la carte en annexe ) et par l'imposition par les puissances victorieuses d'entités juridiques négligeant le plus souvent les nationalismes.

### En Europe occidentale : l'affrontement des conceptions nationalistes

Lors du Congrès de Vienne en 1815, l'Europe est redécoupée selon la volonté des vainqueurs, ce qui entraîne rapidement un large mouvement de contestation contre le système Metternich. Dès 1820, plusieurs pays réclament ainsi l'obtention de constitutions propres ; tel est le cas pour les principautés allemandes, l'Espagne et l'Autriche.

En 1830, l'agitation en France gagne la Belgique. La force du nationalisme belge contribue à l'établissement d'un petit Etat, séparé des Pays-Bas et composé d'une population pratiquant deux langues, le wallon pour les Français et le flamand pour les Néerlandais. La nation belge est donc née de la volonté de vivre ensemble et pas d'une communauté linguistique. Cet événement s'inscrit dans le processus de libération des nations dont l'instigateur le plus acharné est Mazzini, auteur du Manifeste de Jeune Europe en 1834. Il prône la nation comme communauté culturelle et éthique. Ses idées l'emportent sur celles de Metternich, son grand rival. En 1848, la révolution française éradique l'ordre réactionnaire mis en place par ce dernier.

En 1870, l'amputation du territoire français de l'Alsace et de la Lorraine provoque l'affrontement de deux conceptions du nationalisme qui sont encore vivaces en Europe aujourd'hui. A la théorie élective française s'oppose la théorie ethnique allemande, laquelle trouve son expression la plus extrême dans les idées de Fichte (1762-1814) qui prétend que la nation allemande doit jouer un rôle de premier plan pour l'humanité toute entière. En réaction aux prétentions allemandes, Fustel de Coulanges déclare en 1870 : « les convenances géographiques, les intérêts politiques ou commerciaux sont ce qui a groupé les populations et fondé les états. Chaque nation s'est ainsi peu à peu formée, chaque patrie s'est formée sans qu'on se soit préoccupé de ces raisons ethnographiques que vous voudriez mettre à la mode ».

En 1918, les négociateurs divergent en tous points : frontières, garanties diplomatiques et militaires, réparations. Ceci explique le nombre inhabituel de traités alors signés. S. Pierré-Caps a pu ainsi écrire : « Les vainqueurs de 1919 ont redessiné la carte européenne au gré de leurs intérêts politico-stratégiques et remis la protection des minorités nationales aux bons soins d'un droit international balbutiant ».

Le deuxième conflit mondial voit l'expression de conceptions nationalistes qui servent de base à des régimes politiques plus ou moins radicaux. Le salazarisme et le franquisme se révèlent plus anti-communistes que purement nationalistes. Avec Hitler, la légitimité de la violence fondée sur la supériorité de la race doit s'opposer à la violence que secrète le matérialisme de classes. Tenant une place à part, l'idéologie gaulliste, dont l'élément moteur est l'amour de la patrie, se dégage de tout nationalisme extrémiste. Le thème national devient sacré en tant qu'instrument de rassemblement autour du seul intérêt valable, celui de la nation française.

Le retour des nationalismes en Europe s'accroît depuis 1989. La tentative d'homogénéisation du monde européen provoque paradoxalement la recherche éperdue de la différence et de la reconnaissance. Des bastions de revendication identitaire continuent de montrer leur force. Leur source est le plus souvent régionale, à l'intérieur même des Etats-nations. Ces mouvements anciens ont repris vie depuis près d'un siècle que ce soit en Grande-Bretagne, en France, en Italie ou en Belgique. François Thual constate ainsi dans son livre intitulé « Les conflits identitaires » que « le retour sur la scène en Europe occidentale des crises identitaires, retour inattendu, montre qu'aucune société [...] n'est à l'abri d'un retour en flamme de l'ethnisme ».

On aurait pu penser que deux siècles de développement économique et d'avancée démocratique auraient évité à l'Europe occidentale les crises identitaires. Il n'en est rien. Dès lors, comment s'étonner des sursauts nationalistes dans une

Europe de l'Est , à la fois si éloignée et si proche d'un certain idéal démocratique commun?

### En Europe centrale et orientale : des empires aux prises avec le mouvement des nationalités

L'histoire comparative des deux Europes est édifiante. Alors qu'à l'Ouest, en Angleterre et en France notamment, le concept d'Etat-nation a été modelé par l'histoire et la géographie, en Europe centrale, un double héritage, celui des empires multi-séculaires ottoman, austro-hongrois, russe et tsariste et celui de la dictature communiste, a empêché la formation d'états-nations homogènes. Le géographe Michel Foucher peut ainsi écrire : « la contradiction géo-politique fondamentale en Europe est de compter plus de nations ou d'entités ethno-linguistiques à vocation nationale - une cinquantaine - que d'Etats-nations - trente-trois. En Yougoslavie, il y avait six ou sept entités pour un seul Etat ».

#### *Un héritage impérial d'une effarante complexité*

La composition et l'évolution des empires d'Autriche et ottoman, véritables mosaïques de nationalités, favorisent la fermentation des nationalismes. L'empire autrichien rassemble des Autrichiens de langue allemande, des Tchèques, des Slovaques, des Polonais, des Slaves du Sud ( Slovènes, Croates et Serbes ), des Hongrois, des Roumains et des Italiens. L'empire ottoman quant à lui est composé de Turcs installés dans les balkans, de Grecs, de Bulgares, de Serbes, d'Albanais et de Roumains. Si ce dernier se désagrège de 1815 à 1913, le premier est dispersé en multiples Etats en 1918.

Le soulèvement de la Grèce contre le joug ottoman en 1821 fut bénéfique aux autres peuples des balkans. La Serbie devient ainsi autonome, amorçant une véritable mutation intellectuelle. De 1828 à 1848, les Roumains entament une formidable résurrection. A leur tour, les Bulgares s'éveillent au sentiment national. La défaite du soulèvement des Polonais en 1830, maté par le tsar Nicolas 1er, renforce le réveil nationaliste qui est également fort à cette époque chez les Tchèques et les Slovaques. Chez les Slaves du Sud, la langue serbo-croate devient langue littéraire.

Partout donc, les gouvernements prennent conscience des mouvements des nationalités. De 1848 à 1914, ceux-ci susciterent des guerres par les renversements réguliers des politiques extérieures des grandes puissances. L'évènement le plus important fut le passage de l'empire d'Autriche à l'empire austro-hongrois ( 1850-1918). Même si les peuples le composant vouaient un attachement certain au charisme de l'empereur François-Joseph, on ne peut qu'être saisi par une telle imbrication et mieux comprendre les funestes effets des traités mettant un terme à la première guerre mondiale. Par un enchaînement fatal de circonstances, dû à la volonté de l'Autriche-Hongrie d'anéantir la Serbie, la guerre de 1914 éclata. Elle aboutit en 1918 à la conclusion de nombreux traités, imposés plus que négociés, et au redécoupage de la carte européenne. Celle-ci contient désormais un formidable détonateur, les minorités nationales, dispersées aux quatre coins d'Etats devenus malgré eux mutinationaux. Les possessions de l'empire vaincu sont éparpillées entre sept Etats, dont la Yougoslavie créée en 1920 et la Tchécoslovaquie...

## *L'appropriation des nationalismes par l'appareil communiste*

A la suite de querelles de doctrine l'opposant à Lénine et à Trotsky, Staline privilégie une exploitation stratégique des nationalismes. Les pratiques gouvernementales de l'Union Soviétique diffèrent entre les diverses démocraties populaires. L'héritage totalitaire a cependant contribué à distordre le sentiment national en le brimant certes, comme en Tchécoslovaquie, mais aussi en l'entretenant lorsqu'il s'agissait de légitimer le pouvoir en place par une apathie larvée comme en Roumanie.

Réaction aux entraves imposées par le régime déchu, le nationalisme contemporain en Europe de l'Est exprime les frustrations et les aspirations du temps présent : surgir sur la scène européenne en affirmant une identité reconnue par tous les pays.

L'histoire de la construction et de l'évolution des Etats européens est bien dominée par l'idée nationale qui, si elle a été plus âprement malmenée à l'Est qu'à l'Ouest, n'en contient pas moins d'indéniables ferments de déstabilisation.

Ainsi combien compte-t-on aujourd'hui en Europe de foyers couvant sous les braises mal éteintes de l'Histoire? Une énumération n'aurait en elle-même guère de signification. En revanche, il importe de bien discerner les différents facteurs qui, dans une modernité marquée par la dilution des références idéologiques et la perméabilité croissante des Etats, s'avèrent susceptibles de raviver sur le continent la flamme nationaliste.

\*

## **LES APPELS D'UNE NOUVELLE MODERNITE**

Le Vieux Continent est aujourd'hui le théâtre d'un double mouvement paradoxal en cela qu'il se trouve écartelé entre, d'une part le renouveau de la dynamique nationalitaire en réaction aux phénomènes de communautarisation et de perméabilisation des Etats, d'autre part, une large tendance au morcellement identitaire. Une double force, centrifuge pour l'entreprise communautaire, centripète pour le repli associatif infra-national, s'exerce ainsi au détriment du concept d'Etat-nation, jamais autant menacé qu'en cette fin de siècle.

C'est à l'intérieur de ce formidable paradoxe que se dessine la carte géopolitique moderne de l'Europe.

### La recherche de nouvelles références identitaires

Pour l'ensemble des sociétés politiques de la vieille Europe et du monde industrialisé ou semi-industrialisé, le 19ème siècle et une large partie du 20ème siècle avaient été marqués par une éclatante victoire dans l'ordre politique et social

des forces de rassemblement unitaire. Le renforcement de la marge d'autorité et de compétence de l'Etat y avait largement contribué, entraînant du même coup un certain effacement des disparités locales et l'effritement des cultures régionales. L'Europe vit en cette fin de siècle une inversion de tendance favorisée par une double érosion.

### *L'érosion du cadre étatique*

Au processus de concentration progressive est venu se substituer, au coeur de la vie sociale, dans les rapports entre les individus et les groupes sociaux, un phénomène d'érosion dissociative.

La désagrégation ethnique retient prioritairement l'attention. Les éclatements successifs de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie constituent deux cas d'école qui peuvent préfigurer d'autres revendications indépendantistes au coeur de l'Europe, en Irlande du Nord, au pays basque ou en Corse par exemple.

La revendication spécifiquement régionaliste mérite une interprétation plus nuancée. Il s'agit d'une fidélité à l'égard de vieilles allégeances culturelles et de l'expression d'une désaffection vis à vis des formes de l'état-nation. Ce mouvement de repli affectif vise à substituer au compartimentage étatique, trop abstrait car trop juridique, une autre carte politique ressuscitant les vieux «pays». C'est ainsi que s'est trouvée définie l'image d'une Europe des régions, opposée à l'Europe des nations, plus conforme à la modernité des liens de solidarité. Certains auteurs évoquent aujourd'hui l'émergence d'une ethnocratie régionale, dans laquelle ils voient l'avenir harmonieux et paisible du Vieux Continent. Cette perspective peut sembler excessive mais il reste que la revendication régionaliste témoigne d'une perte évidente du pouvoir d'attraction mobilisatrice et intégratrice de l'Etat-nation.

Par ailleurs, le renouveau identitaire des régions peut se trouver conforté par la place qu'occupe de plus en plus la région dans la construction européenne. L'existence d'un comité des régions parmi les structures communautaires atteste de la volonté de ne pas négliger ce nouvel acteur incontournable. Officiellement, l'intérêt des artisans de l'Europe communautaire pour les régions est économique. En réalité, il faut bien observer qu'il s'agit là d'une démarche plus insidieuse visant à contourner les réticences nationales par une forme de séduction des élus locaux. Ce processus contribue également à l'érosion du cadre étatique.

### *L'érosion de l'allégeance civique*

Un large processus de morcellement identitaire, dépassant ou intégrant la logique régionaliste, s'est développé au cours des dernières décennies à l'intérieur de la plupart des vieilles nations européennes. Il ne s'agit plus seulement des anciennes fractures idéologiques mais d'une évidente tendance au relâchement, parfois même d'une radicale remise en cause de l'appartenance collective et de l'allégeance civique, au profit de l'affirmation de plus en plus puissante de la multiplicité des intérêts catégoriels. Le mode de participation au destin de la collectivité nationale se trouve ainsi défini en fonction de particularismes socio-culturels. On assiste à un repli dans le « micro-social » au détriment des grandes institutions, à un morcellement des solidarités et des appartenances, ce qui se traduit par l'effacement progressif, et peut-être irréversible, de toute vision commune

de l'avenir collectif, un des fondements de l'idée nationale. L'absence d'une menace majeure pesant sur le pays accentue encore ce phénomène.

Mal assurées de leur cohérence, incertaines quant à leur avenir, les nations du Vieux Continent connaissent aujourd'hui une réelle fragilisation. Aux causes endogènes évoquées précédemment s'ajoutent des causes exogènes relatives à la mondialisation des mouvements et des courants de pensée.

### Un mouvement de civilisation ébranlant la souveraineté des états

Menacées à l'intérieur par un phénomène diffus de parcellisation, le paradoxe des temps modernes veut que les nations le soient aussi, et au-delà de leur cadre territorial, par un immense mouvement de civilisation qui vient menacer l'assise des États, tant au plan idéologique qu'au plan structurel.

### *La perméabilisation croissante des états*

Les pays sont de plus en plus perméables à un double phénomène de pression migratoire et d'intrusion idéologique.

Il existe une opposition flagrante entre, d'une part, une Europe relativement opulente, bénéficiant d'une protection sociale largement assurée mais où le nombre des naissances ne cesse de décliner et, d'autre part, au-delà de la Méditerranée, des régions économiquement et politiquement fragiles, caractérisées par une exceptionnelle exubérance démographique. Les différences de niveaux de développement s'ajoutant à la dissymétrie des taux de natalité, le mouvement migratoire connaît une ampleur rarement égalée dans l'Histoire. Pour l'ensemble de la Communauté européenne, le nombre de demandeurs d'asile est passé de 140 000 en 1985 à 450 000 en 1992 et, selon les estimations les moins excessives, le taux du flux d'immigration dans l'espace européen pourrait être d'un million de personnes par an.

Mais alors que jadis les mouvements de population entre les États étaient marqués par une certaine proximité culturelle, par exemple en France pour les Italiens, les Polonais ou les Portugais, le processus migratoire moderne se caractérise par une forme d'intrusion de cultures et de religions extérieures qui pose désormais la double question de la faculté d'accueil des nations réceptrices et de la capacité d'adaptation des sociétés migrantes. Cette perméabilisation démographique et culturelle constitue un des facteurs d'incertitude relatif à la cohésion des vieux États-nations dans la mesure où le caractère de plus en plus supra-national des courants de pensée, illustré aujourd'hui par le mouvement islamiste, est réducteur ou négateur de la spécificité nationale.

### *La dynamique communautaire et ses limites*

Un large phénomène de communautarisation des intérêts nationaux, favorisé par la mondialisation des échanges et l'interdépendance croissante des États, touche l'ensemble de la planète. Le continent européen n'est pas épargné. Hésitant

entre l'intégration et la coopération, la construction européenne progresse toutefois de manière inéluctable voire irréversible. Mais alors que l'union monétaire est sur le point de se réaliser, les crispations nationales surgissent à nouveau quand il s'agit d'envisager une certaine union politique et notamment une politique de sécurité et de défense commune. Cette nouvelle incertitude est plus vivace depuis la disparition de la menace commune que représentait le bloc soviétique. Du coup, c'est toute l'entreprise communautaire qui vacille sur ses fondements et l'épineuse question de l'élargissement à l'Est ne fait que renforcer ces doutes. Sans projet nettement défini, sans frontières arrêtées, l'Europe politique se cherche, ce qui ne peut que favoriser le réveil d'un protectionnisme national voire régional.

En outre, le cas yougoslave a apporté deux preuves de faiblesse ou d'immaturité politique de cette Europe aussi décriée que convoitée.

La première réside dans la flagrante incapacité de l'Union à gérer une crise inter-ethnique majeure, laissant à la puissance américaine, qui n'en demandait pas tant, le soin de rétablir la stabilité sur le Vieux Continent. Ce précédent fâcheux aura indiscutablement décrédibilisé les artisans de la construction européenne et peut emporter des conséquences non moins dommageables pour l'avenir du continent.

La crise yougoslave a par ailleurs montré qu'un autocrate déterminé peut, au nez et à la barbe de puissantes nations démocratiques, instaurer un potentat local et embraser toute une partie du territoire européen pour aboutir au dénouement que l'on sait.

Après la disparition de l'ordre bi-polaire, l'Europe se retrouve donc comme désarmée devant le risque potentiel de tentations identitaires locales qui, faute d'un règlement diplomatique « à l'amiable » comme ce fut le cas en Tchécoslovaquie, conduiront inmanquablement des pays européens sur le chemin de la guerre civile ou inter-étatique. L'étouffement des conflits nationalitaires par la chape dissuasive imposée pendant plusieurs décennies par les deux Grands laisse ainsi place à une « conflictualité » renaissant des cendres de l'Histoire. C'est tout le défi lancé à une Europe moderne en charge de sa stabilité et contrainte d'atteindre cette maturité politique qui lui permettra d'assurer l'épanouissement harmonieux des nations qui la constituent, au mieux par la voie diplomatique, au pire par le feu des armes.

Concilier la force des héritages légués par une Histoire tumultueuse et les appels d'une modernité complexe en quête de références stabilisatrices : tel pourrait être l'ambitieux projet politique de cette Europe menacée en son sein par ce phénomène diffus et insidieux de morcellement. La balkanisation ne serait alors qu'un risque, pas une fatalité.

Un état des lieux des multiples « chantiers » auxquels l'Europe est aujourd'hui confrontée serait par trop fastidieux. Toutefois, un coup de projecteur sur certains cas significatifs, en Europe occidentale et en Europe centrale et orientale, permettra de mieux saisir toute la complexité des situations que les artisans de la construction européenne devront tôt ou tard gérer.

## QUELQUES FOYERS IRREDENTISTES AUJOURD'HUI EN EUROPE

### Des réflexes irrédentistes au sein-même de l'Europe occidentale

Le citoyen d'Europe occidentale a pu croire, pendant un temps, que l'irrédentisme, ce mouvement nationaliste de revendication territoriale, resterait réservé à la seule Europe centrale et orientale en proie à ses convulsions post-communistes. Force lui a été de constater que ce processus connaissait chez lui également de nombreuses manifestations ainsi qu'en atteste la carte des séparatismes dans la partie occidentale du continent ( voir l'annexe). La plupart des pays sont concernés : la France avec le dossier corse, l'Espagne aux prises avec les foyers basque et catalan, le Royaume Uni confronté à la fronde écossaise et aux troubles en Irlande du Nord.

Les questions italienne et belge retiendront prioritairement notre attention.

### *Sursauts séparatiste et identitaire en Italie du Nord*

L'Italie est confrontée à la gestion de deux revendications.

La première est portée par la ligue lombarde, partisane d'un séparatisme économique. Il s'agit d'un des plus bels exemples de déstabilisation d'un Etat qui aurait été impossible à l'époque de l'Union Soviétique. En effet, avec la chute du mur de Berlin, l'intérêt stratégique de l'Italie, jadis maillon important de l'OTAN, est amoindri au point que la très américanophile démocratie chrétienne, moins soutenue par les Etats-Unis, doive aujourd'hui rendre des comptes sur les multiples scandales qui ont jalonné son temps de présence aux commandes du pays. Dans un tel contexte de fragilisation, Umberto Bossi, fondateur de la ligue lombarde, s'est rapidement érigé en promoteur d'une Italie du Nord indépendante, d'une Padanie riche et prospère, découplée d'un Mezzogiorno trop assisté et profiteur. Mais ses vues risquent fort d'être contrariées dans la mesure où les frontières revendiquées sont floues et ne correspondent à aucune entité historique. Reste que les ligueurs ont proclamé, le 15 septembre 1996, l'indépendance de la Padanie et élu « clandestinement » leur parlement le 26 octobre 1997...L'Histoire retiendra sûrement de ce mouvement politico-folklorique que la revendication séparatiste, pour être crédible, doit posséder une double assise historique et culturelle suffisamment solide. Toutefois, le cas lombard montre comment un environnement de fragilisation politique peut favoriser les tentations séparatistes et menacer l'unité d'un pays.

Plus préoccupante est la revendication relative au rattachement de l'Istrie, actuellement province de la Croatie, à l'Italie. Outre qu'il s'inscrit dans une certaine logique historique, ce sursaut identitaire présente une évidente sensibilité eu égard à l'actualité brûlante qui secoue cette région de l'Europe depuis plusieurs années. Arguant du fait que l'Istrie était déjà romaine sous l'Empire d'Auguste au troisième siècle et que Français et Anglais avaient promis lors de la première guerre mondiale que cette province reviendrait à l'Italie, les partisans du rattachement parient aujourd'hui sur un éclatement prochain de la Croatie et mettent volontiers en avant le cas de la Krajina, entité croate sous contrôle serbe. Récusant l'idée d'une « italianité » istrienne, l'écrivain Fulvio Tomizza revendique au contraire une identité

multi-culturelle et ethnique née des épreuves communes et relayée par la nouvelle Diète démocratique istrienne fondée en 1990. Le projet de cette dernière consiste en la reconnaissance d'une région transfrontalière autonome disposant d'importants pouvoirs législatifs, ce qui n'est bien sûr pas du goût de Zagreb. Participant d'une double logique apparemment contradictoire, celle d'une part du jeu européen de bon voisinage, celle d'autre part de la prise en considération des minorités nationales, le cas istrien n'est toujours pas désamorcé.

### *Des Flamands prêts à « tuer » la Belgique*

La revendication séparatiste flamande, moins spectaculaire que celle du très théâtral Umberto Bossi, représente cependant l'un des mouvements européens les plus avancés à la fois en raison de sa radicalisation et de son impact croissant sur la quasi-totalité des partis politiques belges. Initialement, la Volksunie avait le monopole du discours nationaliste en Flandre et la modération de ses revendications culturelles et linguistiques lui a longtemps permis de participer aux coalitions gouvernementales. Puis des dissidents ont fondé le Vlaams Blok qui s'est durablement imposé à droite du paysage politique, associant indépendantisme, mise en avant du thème de sécurité et lutte contre l'immigration. A cet égard, l'exemple flamand illustre parfaitement la superposition, dans une même revendication séparatiste, d'une part d'un facteur historico-culturel, héritage du passé, et, d'autre part, d'une donnée socio-politique nouvelle, l'immigration. On peut observer par ailleurs que cette volonté indépendantiste en Flandre se trouve favorisée par une série de scandales politiques et, plus récemment, par les affaires judiciaires qui ont défrayé la chronique dans l'Europe toute entière. Les partisans de l'indépendance, après avoir obtenu l'instauration d'un système fédéral, réclament désormais une nouvelle réforme de la Constitution qui devrait être discutée en 1999 et dont nul ne sait encore sur quoi elle débouchera.

Si le divorce belge devait être un jour prononcé, ce ne serait d'ailleurs peut-être pas du seul fait du dynamisme flamand car il existe du côté wallon, et plus particulièrement dans la région de Liège, un mouvement revendiquant le rattachement de la Wallonie à la France. A l'instar de la mouvance nationaliste flamande, cette petite formation née en 1986 considère la Belgique comme un « accident de l'Histoire ». Elle n'a guère de chances d'aboutir à ses fins par elle-même en raison de l'embarras qu'elle suscite à Paris, mais plusieurs personnalités appartenant aux principaux partis francophones, ne supportant plus le harcèlement flamand, commencent à reprendre sa revendication à leur compte.

### L'acuité de la question des minorités nationales en Europe centrale et orientale

#### *L'éclatement de la communauté magyare*

Les contours de la Hongrie, petit pays de dix millions d'habitants environ, ont tellement fluctué au cours de ce siècle qu'elle détient avec la Russie le record en Europe de la proportion de nationaux vivant hors de ses frontières. La simple

évocation du traité de Trianon de 1920, qui priva le pays des deux tiers de son territoire et d'un tiers de sa population, est toujours synonyme d'injustice pour la plupart des Hongrois. Cinq millions de Magyars de souche vivent dispersés à l'étranger, dont près de trois millions dans les pays voisins, surtout en Roumanie et en Slovaquie. Etouffée pendant quarante ans d'internationalisme communiste, la question nationale hongroise est réapparue avec le dégel de la fin des années 80.

A la veille des premières élections libres, la « question hongroise » éclate, avec les affrontements interethniques de mars 1990 à Tirgu-Mures en Transylvanie, région de Roumanie à forte concentration de Hongrois de souche. On peut lire sur certaines banderoles écrites en français : « Clémenceau, regarde ton oeuvre ! », allusion à celui qui fut l'un des principaux artisans du Traité de Trianon. Après cette poussée de fièvre, Budapest adoptera une déclaration solennelle affirmant que la Hongrie reconnaît les frontières actuelles du pays, « aussi injustes soient-elles ». Candidats à l'intégration européenne, les pays de la région savent que leur « retour à l'Europe » dépend notamment de leur capacité à régler leurs contentieux de voisinage. Budapest estime que seule une normalisation avec les pays voisins peut conduire à une amélioration du sort des communautés magyares à l'étranger.

La question magyare demeure toutefois encore facteur d'instabilité dans la région. La nouvelle loi sur l'éducation divise encore la Hongrie et la Roumanie, de même que le degré d'autonomie réclamé par les organisations magyares de Roumanie. Les partis de droite hongrois, qui entretiennent des relations privilégiées avec les organisations des minorités, ne manqueront pas d'exploiter toute détérioration de la situation des Magyars à l'étranger.

### *La Crimée veut échapper au piège de l'Histoire*

Rattachée à l'Ukraine d'un trait de plume de Krouchtchev en 1954, la Crimée, colonisée par les Russes au 18ème siècle et vidée de ses Tatars en 1944, s'est retrouvée lors de l'effondrement de l'Union Soviétique prisonnière des frontières devenues internationales de l'Ukraine. Selon certains politiciens locaux, cette situation ne peut durer indéfiniment car les deux tiers de la population de cette « perle de la Mer Noire » sont profondément russophones. « L'Ukraine peut quitter l'Union Soviétique, mais seulement avec ce qui lui appartient ! » : ainsi s'exprime Alexandre Krouglov, député en 1994 d'une fraction russe radicale au Parlement de Crimée. Sébastopol a proclamé il y a trois ans son rattachement à la Russie et même les plus tempérés des Russes de Crimée juraient qu'ils ne subiraient pas l'extrême nationalisme ukrainien. Le scénario yougoslave hante la Crimée avec ce danger supplémentaire que constitue la possession de l'arme nucléaire par les deux protagonistes et l'enjeu économique non négligeable d'une presqu'île très touristique. Si aujourd'hui l'idée du rattachement à la Russie s'estompe, de nouveaux discours préconisent l'indépendance ou la conclusion d'un traité entre la Crimée et l'Ukraine pour mieux coordonner les deux Constitutions.

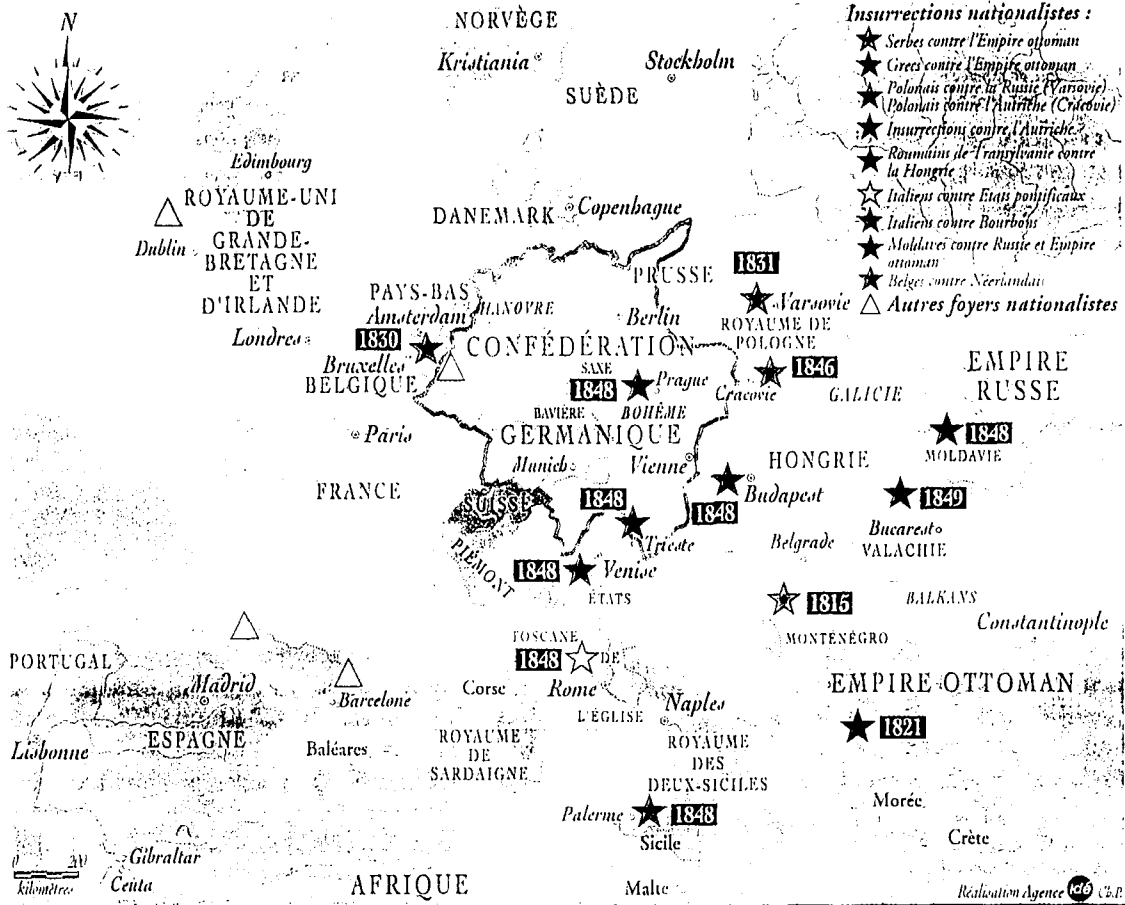
\* \* \*  
\* \*

\*

Le panorama décrit dans ces quelques pages n'est évidemment pas complet tant les multiples revendications irrédentistes qui essaient aujourd'hui le continent Européen répondent à des situations aussi complexes que variées. L'ambition de l'étude consistait plutôt à apporter un éclairage sur la formidable imbrication de facteurs historiques et de facteurs de modernité dans la redéfinition de la carte géopolitique européenne. Leur dénominateur commun est la fragilisation des entités territoriales.

Le concept de nation est désormais contesté. « Les nations, écrit Renan, ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé. Elles finiront ». Les empires ont eu leur grandeur. Leur chute a correspondu à la fois à l'aspiration d'une liberté à conquérir et à l'affirmation d'une identité particulière, celle précisément des nations. Le problème est que, contrairement à ce qui se dessinait à l'intérieur des grands ensembles impériaux, on voit assez mal aujourd'hui quel ordre nouveau pourrait actuellement être construit sur les ruines des nations. Assistera-t-on demain à l'avènement d'une grande Europe politique ou verra-t-on se développer une forme d'impérialisme fédéral conciliant le respect des héritages du passé et le nécessaire hégémonisme économique dicté par la mondialisation ?

En attendant, l'Europe des nations existera encore pendant des décennies. La nation restera, ici, ou redeviendra, là-bas, une « entité-refuge », plutôt garante de cohésion à l'Ouest et au contraire plutôt facteur de déchirement au Centre et à l'Est.



Les insurrections nationales en Europe entre 1815 et 1849. Déclenchée en janvier 1848 à Palerme, la révolution gagna rapidement toute l'Italie et l'empire d'Autriche, la Prusse, la Bavière, le Hanovre, les grands-duchés de Hesse et de Bade, tandis que la Pologne et la Galicie restaient mobilisées contre la Russie et l'Autriche. A noter également les foyers, alors périphériques, d'Irlande, du Pays basque et de la Catalogne.

